

SYNTHESE DES DEBATS des 10/11/03 et 12/12/03

Question N°7 : Valorisation de la voie professionnelle

Constat :

Les maux dont souffre l'enseignement professionnel sont abondamment rappelés:

- mauvaise image des métiers dit "manuels"
- Salaires insuffisants même là où la concurrence internationale ne peut être invoquée comme exerçant une pression sur les rémunérations.
- Méconnaissance par les enseignants prescripteurs des formations qu'ils recommandent aux élèves en difficulté.

Constat :

Toutes les expériences et les formations ont eu peu d'effet.

L'enseignement professionnel reste une voie qu'on choisit majoritairement par défaut et souvent parce qu'on vient d'un milieu programmé pour accepter la reproduction sociale.

Propositions :

- Favoriser au sein d'un bassin le mixage des publics collégiens et professeurs.
 - Module obligatoire, au cycle, central d'immersion avec production en L.P. et intervention des enseignants de collège.
- Un corps unique des enseignants ou possibilité pour les PLP₂ d'intervenir en collège et aux certifiés d'intervenir en L.P. (détachement...)
- Incitations financières : bourses bonifiées.

Recrutement et formation des enseignants du domaine professionnel :

Mettre en place une vraie politique de qualité du recrutement.

Pas de professeurs parachutés sans formation ni vérification des compétences.

Anticiper les recrutements pour se donner le temps de former les personnels.

Cette absence de capacité prospective de l'administration provoque des effets dévastateurs :

- Enseignants recrutés à la vite sans garantie de compétences. Précaires.
- Personnels mis en difficulté ultérieurement et qu'on se condamne à terme à titulariser.

Pour une égalisation des durés de formation :

Dans le cadre de l'autonomie des établissements permettre la mise en place de bacs en 3 ans.

Intérêt : pour un collégien préparer au bacs, professionnels, généraux ou technologiques sur une durée identique.

L'Association CAP (niveau exécution) Bac Pro 3 ans peu être plus pertinente dans certains cas que BEP 2 ans + bac Pro 2 ans.

A chaque établissement de définir sa politique en la matière en fonction des référentiels, du public accueilli, des besoins des entreprises.

Favoriser la poursuite d'étude post Bac :

Par des quotas réservés en BTS et DUT

- Droit garantie à la formation tout au long de la vie.
- Droit au retour pour ceux qui ont interrompu prématurément.
- Développer l'apprentissage public (politique d'établissement)
- Partenariat avec les entreprises.

Participation des entreprise

Incitations fiscales à mettre des salariés d'entreprise à disposition du L.P. et à parrainer des élèves ou des formations.

Former des salariés.

Obligation pour les entreprises de participer à l'évaluation des examens (CCF)

- Création d'un fonds de compensation régional de la taxe d'apprentissage pour assurer l'égalité entre établissements et financer des projets .

La région : organisme répartiteur.

La qualité de l'accueil

- Une qualité architecturale et des conditions d'accueil identique aux lycée d'enseignement général.

Les L.P. sont trop souvent des hangars à formation laisser pour compte des rénovations.

- Tout enseignant en formation de l'IUFM devrait découvrir l'organisation de la formation professionnelle et l'organisation pédagogique du L.P.

Proposition 1 (Q7)

Pour une égale dignité des voies d'orientation après la 3eme : une durée identique des parcours menant aux bacs généraux et professionnels

Question N°8

Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ? (ici en Lycée Professionnel)

Constat :

Les élèves arrivent en LP déstructurés par le collège.

Ils souhaitent échapper aux enseignements qui sont pour eux synonymes d'échec voire d'humiliation.

La phase de reconstruction est parfois trop longue et on arrive à travailler efficacement en terminale BEP et parfois seulement en bac professionnel.

Cette reconstruction passe par :

- Un travail de mise en confiance, d'appropriation.
- Une aide psychologique dans la phase d'adaptation au lycée professionnel.
- Un renforcement du travail pluridisciplinaire pour donner du sens aux apprentissages.
- Une ouverture.
- Une adaptation des programmes souvent inadaptés au niveau (et aux besoins des élèves) Particulièrement en maths/physique de BEP/CAP.

Par ailleurs toute tentative de valorisation des métiers déconsidérer et du sens de l'effort sera animée par les valeurs transmises par les médias :

- Fric facile / travail inutile.
- Primat du paraître sur l'être.
- Négation du travail qui ne permettra pas de s'identifier aux modèles proposés.

1- Etre dans la bonne filière (⇒ problème de l'orientation) et valoriser l'enseignement professionnel.

2- A quoi sert ce qu'on apprend ?

- ⇒ utilité des différentes disciplines dans la - vie professionnelle.
- vie quotidienne.

Revoir les clichés qu'ont les élèves des différents métiers routiers . Par exemple : camion = route.

⇒ Les Elèves ne veulent pas de l'exploitation, de l'Enseignement Général, des vérifications, qui pourtant font partie de l'examen.

3- Revoir l'image du professeur : pour beaucoup d'élèves.

Professeur = fonctionnaire ⇒ super salaire.

⇒ pas crédible : 18 h par semaine seulement.

Pas de travail en dehors des cours.

⇒ Boulot ? Pourquoi faire ce qu'il dit ?

Image renforcée par les médias : on ne parle en général des professeurs que quand ils sont en grève.

4- Revoir l'image que les élèves ont d'eux-mêmes :

Souvent en situation d'échec quand ils arrivent, accumulation de lacunes.

⇒ coincés dans le rôle des mauvais élèves.

+ image à donner aux autres élèves : si on participe = intello, fayot...

⇒ Mal accepté par les autres.

5- Comment aider l'élève ?

- Aide = punition.
- Problème de mémorisation : élèves en échec car souvent ils n'analysent pas leurs problèmes.
- Varier les supports d'enseignement ⇒ financements.
- Peur de l'inconnu, peur d'apprendre, refus de voir une culture différente de celle qu'on a l'habitude de voir (Par exemple : Anglais : ils n'ont qu'à parler français comme tout le monde)
De moins en moins de CS rêvent d'international.
- Tout doit être ludique ?
⇒ revoir la notion d'effort :
monde compliqué ⇒ absorber des choses compliquées.
⇒ refuser la simplification.
⇒ Il faut donner des armes pour se confronter au monde.
- Favoriser l'aide en dehors des cours ? (études scolaires...)
- Donner le temps aux élèves de mûrir ?
BEP → 3 ans ?
Mais pas dans l'air du temps : BAC PRO en 3 ans après la 3^{ème}
- Revoir les valeurs : réussite, travail. Redoublement = échec.
- Problème de communication :
Professeurs, parents...
- Autorité parentale en baisse flagrante.
- Refonte à faire dans l'Enseignement Général ?
Pythagore est il utile pour tous ?...
- De plus en plus d'élèves sortis du système scolaire (apprentissage...) qui reviennent. ⇒ difficile de s'adapter, encore échec.
- Travail en groupe plus fréquent (c'est trop peu le cas en Enseignement Général)

6- Les difficultés sociales.

Difficultés sociales économiques... ⇒ difficile d'être attentif en classe.

⇒ Améliorer la situation financière des familles. Enfant issu des parents chômeurs ⇒ pas de désir de se lever le matin.

7- Programmes en fonction de la formation :

⇒ Retour au CCF ?

⇒ Retour à examen diversifié selon section ?

Mais danger on ne voit plus le culturel, uniquement l'utile.

Programme en fonction de l'âge :

Pourcentage vu en CM1, or il faut une maturité de 12 ans.

Programmes TV pub - qui vantent refus de l'autorité au père (France Télécom)

- qui vantent la 'réussite' sans effort (Loft Story...)

Proposition2 (O8):

Un travail efficace en LP suppose une reconstruction préalable (sociale, psychologique) du jeune.

Cette phase dure 1 semestre et doit bénéficier du concours de personnels compétents.

Se donner les moyens de la mettre en place.

Question N°22

Carrière, évaluation et formation des enseignants

Constat :

Le système éducatif ne sait pas anticiper ses besoins en personnels et ne sait pas les accompagner dans leur carrière.

C'est la seule organisation qui est capable de mettre en présence des élèves, des personnels non formés.

Le système continue à fonctionner selon un schéma de puis longtemps décrit :

- Des professeurs diplômés (ce qui ouvre droit à une formation) devant les élèves les mieux préparés (les héritiers) habitant les beaux quartiers.

- Au bas de l'échelle, pour les plus défavorisés des contractuels qui n'ont pu passer les concours ni reçu de formation.

A cela il faut ajouter les inégalités territoriales. Pourquoi aller dans une petite ville isolée si son barème permet d'accéder à la grande ville.

Certains établissements cumulent tous les handicaps (jusqu'à 75 % de contractuels) qu'il faut pourtant mettre en présence des élèves.

La formation dans les IUFM doit être revue et être étendue à tous les enseignants avant leur prise de fonction pour :

- Acquérir des techniques de gestion de la classe de préparation d'une séquence.
- Acquérir une culture commune de service public, s'imprégner de ses valeurs.
- Apprendre à travailler en groupe.
- Aucun professeur devant des élèves sans formation préalable.
- Créer une véritable "Fonction" gestion des ressources humaines associant les recruteurs et les inspecteurs et chef d'établissement.

Evaluations :

1 - Des critères subjectifs, secrets inconnus des évalués.

C'est vrai pour l'évaluation pédagogique mais aussi pour l'évaluation administrative.

Langage codé.

Quelle utilité ? Si un dysfonctionnement est établi ne faudrait-il pas mettre en place une remédiation.

2 - des inégalités dues à la périodicité des inspections.

Les plus malins, les mieux informés utilisent le système à leur bénéfice.

La première inspection est surdéterminante.

3 – Le rôle pédagogique du chef d'établissement n'est pas reconnu, c'est un champ sur lequel il n'est pas légitime. En a-t-il le temps. ?...

Un chef d'établissement dit que les enseignants sont attachés à la double évaluation.

Cela les rassure. Les 2 évaluations administratives et pédagogiques sont-elles si étanches qu'il y paraît ?

Les enseignants semblent préférer être livrés à deux arbitres plutôt qu'à une évaluation collégiale et contradictoire qui ouvrirait des perspectives d'évolution pour la mise en place d'un plan personnel de formation.

Proposition 3 (Q22): créer une vraie direction des ressources humaines qui prendrait en charge la gestion des personnes dès leur entrée dans la carrière, leur évaluation et leur formation. Mettre fin à l'atomisation des responsabilités et dépasser les seules interventions de crise.